



Arrêt

n° 269 013 du 25 février 2022
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la
Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 octobre 2020, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 12 août 2020.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 21 octobre 2020 avec la référence X.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 20 janvier 2022 convoquant les parties à l'audience du 11 février 2022.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me R. AKTEPE, avocat, qui comparait pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS *loco* Mes D. MATRAY et S. ARKOULIS, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

La partie requérante est arrivée sur le territoire national à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer et qui n'est pas précisée par les parties.

Le 3 mars 2020, la partie requérante a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en tant qu'autre membre de la famille d'une ressortissante française.

Le 12 août 2020, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire.

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

« est refusée au motif que :

- l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le **03.03.2020**, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [E.] (NN [...]), de nationalité française, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle a produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la qualité d'autre membre de famille « a charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été prouvée.

En effet, selon l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980, « sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : (...) les membres de la famille, non visés à l'article 40bis §2 qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ».

Or, d'une part, s'il a été prouvé que la personne ouvrant le droit au séjour dispose d'une capacité financière suffisante pour prendre en charge le demandeur, la qualité « a charge » de l'intéressé par rapport à son oncle qui ouvre le droit au séjour n'a pas été prouvée pour les raisons suivantes :

-L'intéressé n'a pas établi qu'il était démuné ou que ses ressources étaient insuffisantes pour lui permettre de vivre décemment lorsqu'il résidait dans son pays d'origine ou de provenance car l'attestation marocaine de non-imposition a la TH-TSC est datée du 15/07/2020 alors qu'il était en Belgique, l'attestation marocaine du revenu est datée du 15/07/2020 alors qu'il était en Belgique, le certificat administratif marocain qui mentionne qu'il ne possédait aucun bien à Laazanene de 2016 à 2020 ne prouve pas qu'il était sans ressources avant d'arriver en Belgique, l'attestation marocaine de poursuite d'études pour l'année universitaire 2014/2015 concerne une période trop ancienne par rapport à sa première demande de regroupement familial comme personne à charge (la présente demande) et le certificat administratif marocain de célibat n'apporte aucune information sur sa condition à charge ;

-Il n'a pas démontré que le soutien matériel de la personne rejointe lui était nécessaire au pays d'origine ou de provenance et n'a donc pas prouvé de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint. De plus, les 6 envois d'argent effectués entre 2007 et 2016 par son cousin (le conjoint de la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial) ne sont pas suffisants pour prouver l'existence d'une dépendance et ils sont trop anciens par rapport à sa première demande de regroupement familial en tant que membre de famille à charge (la présente demande) pour la justifier.

D'autre part, l'intéressé n'a pas prouvé avoir fait partie du ménage au pays de provenance de la personne qui lui ouvre le droit au séjour car aucun document n'a été produit à cet effet.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies et la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de sa vie familiale et de son état de santé.

Cependant, l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée et les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n°47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres

que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Des lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner a un autre titre: la demande de séjour introduite le **03.03.2020** en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière.

(...) ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un premier moyen, libellé comme suit :

« EERSTE MIDDEL - GERICHT TEGEN DE BESLISSING TOT WEIGERING VAN VERBLIJF: SCHENDING VAN ARTIKELEN 2 EN 3 VAN DE WET VAN 29 JULI 1991 BETREFFENDE DE UITDRUKKELIJKE MOTIVERING VAN BESTUURSHANDELINGEN: VAN ARTIKEL 62 VAN DE VREEMDELINGENWET: VAN ARTIKEL 47/1. 2° VAN DE VREEMDELINGENWET: VAN HET ZORGVULDIGHEIDSBEGINSEL. HET MATERIEEL MOTIVERINGSBEGINSEL: EN VAN HET UNIERECHT.

1.

De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 (hierna: de Wet formele motivering bestuurshandelingen) en artikel 62 van de Vreemdelingenwet bepalen dat de administratieve beslissingen zowel *in feite* als *in rechte* moeten worden gemotiveerd.

Zo bepalen de artikel 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen het volgende:

“Art. 2. De bestuurshandelingen van de besturen bedoeld in artikel 1 moeten uitdrukkelijk worden gemotiveerd.

Art. 3. De opgelegde motivering moet in de akte de juridische en feitelijke overwegingen vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen. Zij moet afdoende zijn. ”

Daarnaast bepaalt artikel 62, §2 van de Vreemdelingenwet het volgende:

“De administratieve beslissingen worden met redenen omkleed. [...]”

Er moet bijgevolg worden benadrukt dat conform de voornoemde wetsbepalingen de administratieve beslissing steeds uitdrukkelijk melding moet maken van de feitelijke en juridische gronden, opdat de betrokken persoon kennis zou hebben van de gronden waarop de administratieve overheid zich baseert om de weigeringsbeslissing te nemen.

Uit het samenlezen van voornoemde wetsbepalingen volgt immers duidelijk dat:

- 1) De administratieve beslissing **uitdrukkelijk** dient te worden gemotiveerd;
- 2) In de motivering, die wordt opgenomen in de bestreden, zowel **de feitelijke als de juridische gronden** dienen te worden vermeld;
- 3) De motivering **afdoende** dient te zijn.

De administratieve beslissing is slechts **afdoende** gemotiveerd wanneer de aangehaalde motieven draagkrachtig zijn, rekening houdende met de evenredigheid van de te nemen beslissing door de administratieve overheid. Zo kan er slechts sprake zijn van een afdoende motivering wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig wordt geformuleerd, opdat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten.

Er is bijgevolg sprake van een schending van het **redelijkheidsbeginsel** wanneer de betrokken persoon zich tevergeefs afvraagt hoe het bestuur tot een dergelijke beslissing is gekomen. Met andere woorden, om het redelijkheidsbeginsel geschonden te kunnen noemen, moet men voor een beslissing staan waarvan men na de lezing ervan ternauwernood kan geloven dat ze werkelijk genomen is.

Het is de taak van Uw Raad om het oordeel van het bestuur onwettig te bevinden wanneer de administratieve beslissing tegen alle redelijkheid ingaat doordat de door het bestuur geponeerde verhouding tussen de motieven en het dispositief volkomen ontbreekt (RvS 20 september 1999, arrest

nr. 82.301; RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 *in fine* en punt 2.4 *in fine*).

2.

Daarnaast legt het **zorgvuldigheidsbeginsel** de overheid de verplichting op om haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te steunen op een correcte feitenbevinding (RvS 14 februari 2006, arrest nr. 154.954; RvS 2 februari 2007, arrest nr. 167.411; RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735).

Het respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt derhalve in dat de administratieve overheid bij het nemen van de beslissing zich moet steunen op *alle* gegevens van het dossier en op *alle* daarin vervatte dienstige stukken (RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4).

3.

Het **rechtszekerheidsbeginsel** in combinatie met het **vertrouwensbeginsel** houdt in dat een rechtsonderhorige erop moet kunnen vertrouwen dat de administratieve overheid een vaste gedragslijn zal blijven aanhouden en dat de rechtsonderhorige - bij het uitblijven van enig handelen van de administratieve overheid - ervan mag uitgaan dat er geen reden zal bestaan dat het bestuur anders zal handelen dan de schijn die zij heeft opgewekt door te verzuimen te handelen. De rechtsonderhorige mag er dan ook op rekenen dat hij niet langer in een rechtsonzekere positie verkeert, zodat hij erop kan vertrouwen dat er geen reden bestaat dat de administratie een andere gedragslijn zal aannemen.

Het algemeen beginsel van behoorlijk bestuur van de **hoorplicht** houdt in dat een rechtsonderhorige het recht heeft om te worden gehoord of om zijn standpunt naar voor te brengen wanneer een administratieve overheid het overweegt om ten aanzien van hem een ernstige maatregel te nemen gebaseerd op zijn persoonlijk gedrag, dat hem als een tekortkoming wordt aangerekend, en welke maatregel van aard is om zijn belangen zwaar aan te tasten.

Het beginsel van de **fair play** houdt in dat de overheid zich onpartijdig moet opstellen bij het nemen van een besluit en de noodzakelijke openheid en eerlijkheid in acht dient te nemen.

4.

In casu is de bestreden beslissing op een **niet op een afdoende wijze gemotiveerd**, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten.

Bovendien legt het **zorgvuldigheidsbeginsel** de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te steunen op een correcte en volledige feitenbevinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenbevinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4).

Overigens staat ook vast dat het **redelijkheidsbeginsel** Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 *in fine*; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 *in fine*).

De bestreden beslissing is bijgevolg kennelijk onredelijk genomen.

5.

De artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet vormen een omzetting van artikel 3, tweede lid van de Richtlijn 2004/38/EG (zie Memorie van toelichting bij Wetsontwerp van 9 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake Asiel en Migratie tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, Parl.St. Kamer, 2013-14, doe. nr. 53-3239/001, 20-21).

Artikel 3, tweede lid van de Richtlijn 2004/38/EG luidt als volgt:

“2. Onverminderd een persoonlijk recht van vrij verkeer of verblijf van de betrokkenen vergemakkelijkt het gastland overeenkomstig zijn nationaal recht, binnenkomst en verblijf van de volgende personen:

a) andere, niet onder de definitie van artikel 2, punt 2, vallende familieleden, ongeacht hun nationaliteit, die in het land van herkomst ten laste zijn van of inwoners bij de burger van de Unie die het verblijfsrecht

in eerste instantie geniet, of die vanwege ernstige gezondheidsredenen een persoonlijke verzorging door de burger van de Unie strikt behoeven;

b) de partner met wie de burger van de Unie een deugdelijk bewezen duurzame relatie heeft.

Het gastland onderzoekt de persoonlijke situatie nauwkeurig en motiveert een eventuele weigering van toegang of verblijf. ”

Aangezien de richtlijn 2004/38/EG uitdrukkelijk oplegt om in het nationaal recht bepalingen te voorzien die de binnenkomst en het verblijf van de genoemde ‘andere’ familieleden van een burger van de Unie vergemakkelijken en aangezien de Belgische wetgever hieraan is tegemoetgekomen door de invoering van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, valt niet in te zien hoe verwerende partij zijn nationale wet terzijde zou kunnen schuiven bij de beoordeling van de aanvraag als een ander familielid van een burger van de Unie.

De motieven van de bestreden beslissing dienen dan ook te worden beoordeeld in het licht van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, die op de voorliggende rechtsverhouding van toepassing zijn.

Artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet, zijnde de bepaling waarop de verzoeker zijn aanvraag steunde, luidt als volgt:

“Als andere familieleden van een burger van de Unie worden beschouwd :

2° de niet in artikel 40bis, § 2, bedoelde familieleden die, in het land van herkomst,

ten laste zijn of deel uitmaken van het gezin van de burger van de Unie. ”

Artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet stelt in dit verband als volgt:

“§2. De andere familieleden bedoeld in artikel 47/1, 2°, moeten bewijzen dat zij ten laste zijn van de burger van de Unie die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen of dat zij deel uitmaken van zijn gezin.

De documenten die aantonen dat het andere familielid ten laste is of deel uitmaakt van het gezin van de burger van de Unie moeten uitgaan van de bevoegde overheden van het land van oorsprong of van herkomst. Bij ontstentenis hiervan, kan het feit ten laste te zijn of deel uit te maken van het gezin van de burger van de Unie bewezen worden met elk passend middel. ”

6.

Verwerende partij stelt in de bestreden beslissing dat verzoeker niet afdoende heeft aangetoond dat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet. Verzoeker kan hier niet mee akkoord gaan, daar hij wel degelijk de nodige bewijsstukken heeft voorgelegd.

Om te beginnen heeft verzoeker maar liefst **6 bewijzen van geldverzendingen** overgelegd, in de jaren voorafgaand aan de aanvraag tot gezinshereniging (**stuk 3**).

Deze werden overgemaakt aan verzoeker door de echtgenoot van de referentiepersoon én dus door het gezin van de referentiepersoon, waardoor deze in aanmerking dienen te worden genomen. Dit wordt ook niet betwist door verwerende partij.

Verwerende partij stelt evenwel dat deze geldverzendingen niet voldoende zijn om de financiële afhankelijkheid tussen verzoeker en de referentiepersoon aan te tonen en dat deze te oud zijn.

Verzoeker wenst in dit opzicht te wijzen op de tekst van artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet:

*“De andere familieleden bedoeld in artikel 47/1, 2°, moeten bewijzen dat zij **ten laste zijn** van de burger van de Unie die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen of dat zij deel uitmaken van zijn gezin. [...]”*

Noch deze bepaling, noch artikel 47/1, 2°, noch enige andere bepaling uit de Vreemdelingenwet stelt bijgevolg enige frequentie-, tijds- en/of hoegrootheidsvoorwaarde aan het ten laste zijn.

Ook de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelde reeds in deze zin (RvV 28 augustus 2019, arrest nr. 225 307 - **stuk 4**):

“Zoals de verzoeker terecht aanvoert, leggen deze artikelen immers geen enkele voorwaarde op met betrekking tot de tijdsperiode (maanden, jaren) gedurende dewelke de aanvrager, voorafgaand aan de aanvraag, in het land van herkomst reeds “ten laste” diende te zijn van de referentiepersoon. [] De Belgische wetgever heeft echter hieromtrent geen bijzondere voorwaarden gesteld. Het gaat

dan ook niet op om, bij gebrek aan nationaalrechtelijke bijzondere voorwaarden omtrent de duur van de afhankelijkheid, aan de verzoeker het gevraagde inreisvisum te weigeren zonder een duidelijke uitspraak te doen over de vraag of de geldoverschrijvingen **gedurende zeven maanden voor de visumaanvraag** wijzen op een effectieve en duurzame afhankelijkheid dan wel dat zij louter werden aangewend in het kader van de huidige visumaanvraag. Door aldus te motiveren, weigert de verweerder om zich uit te spreken in de ene dan wel in de andere zin. Bijgevolg kan ook dit motief niet verantwoord worden waarom het inreisvisum moet worden geweigerd. ”

Verzoeker herhaalt dat er in totaal maar liefst 6 bewijzen van geldverzendingen werden voorgelegd, in de jaren voorafgaand aan de aanvraag gezinshereniging, en dit telkens voor aanzienlijke bedragen.

Gelet op de hieronder besproken onvermogensdheid van verzoeker in het land van herkomst (zie *infra*), is het duidelijk dat verzoeker wel degelijk aangewezen was op deze gelden om te kunnen voorzien in zijn levensonderhoud.

Verzoeker heeft met andere woorden een **effectieve financiële afhankelijkheid** aangetoond, aan de hand van deze geldverzendingen die stuk voor stuk dateren van voor de aanvraag tot gezinshereniging. Gelet op het feit dat verzoeker in het land van herkomst geen inkomsten had (zie *infra*), was verzoeker aangewezen op deze financiële steun om in zijn levensonderhoud te voorzien.

Uit het administratief dossier, en uit de stukken daarin, blijkt met andere woorden zeer duidelijk dat verzoeker heeft aangetoond in het verleden ten laste te zijn geweest van de referentiepersoon. De **voorgelegde geldstortingen** tonen dit aan. Immers, voorafgaand aan verzoeker zijn inschrijving in België en dus voorafgaand aan de aanvraag tot gezinshereniging, werd er op meerdere ogenblikken geld overgemaakt aan verzoeker in het land van herkomst.

7.

Daarnaast heeft verzoeker ook zijn **onvermogensdheid** in het land van herkomst op afdoende wijze bewezen.

Zo legde verzoeker een attest voor waaruit blijkt dat hij in het land van herkomst **geen enkel onroerend goed** bezit sinds 2016 én dus voorafgaand aan de aanvraag tot gezinshereniging (**stuk 5**).

Verwerende partij stelt dat dit attest niet aantoont dat verzoeker over geen inkomsten beschikte. Dit betreft dan ook *niet* de inhoud van dit attest; dit attest toont louter aan dat verzoeker geen onroerende goederen bezit en dus op dit vlak onvermogensd is (hij heeft geen eigendommen; noch verhuurinkomsten).

Verzoeker toonde evenwel aan de hand van andere attesten aan dat hij over geen inkomsten beschikt in het land van herkomst.

Zo legde hij een attest voor waaruit blijkt dat hij **geen enkele vorm van inkomsten** heeft in Marokko (**stuk 6**). Hij legde tevens een attest voor waaruit blijkt dat hij niet belastbaar is in Marokko (logisch wanneer men geen inkomsten geniet) (**stuk 7**).

Verwerende partij stelt dat deze attesten pas zijn opgemaakt nâ de aankomst van verzoeker in België en dus geen relevantie hebben. Doch, indien men niet belastbaar is in 2020 betreffen die uiteraard inkomsten van de inkomstenjaren daarvoor! Indien verzoeker dus inkomsten had genoten in Marokko, voorafgaand aan zijn komst naar België, had dit wel verschenen op de voorgelegde attesten.

Verzoeker toonde tevens nog aan dat alleenstaand was (**stuk 8**) (en student - **stuk 9**) en er dus helemaal alleen voor stond; hij kon geen beroep doen op een ander inkomen zoals dat van een echtgenoot.

Verzoeker heeft dus wel degelijk aangetoond dat hij **onvermogensd** in het land van herkomst om in zijn eigen levensbehoeften te kunnen voorzien, **reden waarom hij dan ook financieel ten laste was van de referentiepersoon**.

Bovendien dient te worden gewezen op de rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, waarbij wordt geoordeeld dat het **bewijs van onvermogen een bijzaak is**. Indien verzoeker bijgevolg zijn onvermogensdheid niet zou hebben aangetoond, **quod non** (verzoeker verwijst naar het voorgelegde

attesten dat erop wijzen dat hij noch inkomsten, noch onroerende goederen had), is dit van ondergeschikt belang.

In het betrokken arrest werd geoordeeld dat de kern van het begrip 'ten laste zijn' vooral een actieve ondersteuning door de referentiepersoon, financieel of materieel, vereist (RvV 26 oktober 2018, arrest nr. 211 725 - **stuk 10**). Een bewijs van onvermogen toont dit op zichzelf niet aan en is bijgevolg als dusdanig slechts bijkomend.

Conform deze rechtspraak dient er bijgevolg niet per definitie een bewijs van onvermogen te worden voorgelegd en dient er gekeken te worden naar de effectieve ondersteuning door de referentiepersoon, financieel of materieel. Verzoeker herhaalt dat er *in casu* werd bewezen dat er wel degelijk sprake was van een financiële ondersteuning voorafgaand aan de aanvraag gezinshereniging en verwijst hierboven naar hetgeen hierboven werd gesteld m.b.t. de bewijzen van geldverzoeken.

Er dient evenwel benadrukt te worden dat voornoemd bewijs van onvermogen *in casu wél* voorligt. Het mag dus duidelijk zijn dat verzoeker over onvoldoende inkomsten, noch over geen enkel onroerend goed beschikt én dat ***hij dit op afdoende wijze heeft aangetoond***.

Uit het voorgaande blijkt bijgevolg dat verzoeker onvermogen was in het land van herkomst en hierbij ten laste is van de referentiepersoon.

Verwerende partij heeft aldus haar ***motiverings- en zorgvuldigheidsverplichting*** geschonden. Dit laatste beginsel legt verwerende partij immers de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te steunen op een ***correcte en volledige feitenvinding*** (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts ***na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens*** een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4).

Dit is *in casu* duidelijk niet gebeurd...

8.

Wat het '***ten laste***' zijn betreft, heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen reeds geoordeeld dat deze voorwaarde uit artikel 47/1 en 47/3 Vreemdelingenwet moet worden geïnterpreteerd in het licht van hetgeen het Hof van Justitie heeft gesteld in de arresten Lebon, Jia en Reyes.

Zo oordeelde de Raad in het arrest nr. 225 307 van 28 augustus 2019 het volgende (***stuk 4***).

“De hoedanigheid van het “ten laste” komend familielid vloeit immers, zoals hoger weergegeven, voort uit een feitelijke situatie, die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de Unieburger omdat hij/zij niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien (HvJ, Jia, C-1/05, 9 januari 2007, punt 36). Het is dan ook aan de verweerder om na te gaan of de verzoeker een voldoende bewijs heeft aangebracht dat hij in zijn land van herkomst niet in zijn eigen basisbehoeften kan voorzien (dat hij aldaar onvermogen is) en afhankelijk is van de materiële/financiële steun van zijn Spaanse schoonzus. ”

In de voorbereidende werken van de wet van 19 maart 2014 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die de artikelen 47/1 tot en met 47/3 in de Vreemdelingenwet heeft ingevoegd, wordt immers het volgende gesteld:

“Wat het karakter ten laste betreft, heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie een vaste rechtspraak ontwikkeld: “De hoedanigheid van familielid ten laste [...] komt voort uit een feitelijke situatie - ondersteuning geboden door de werknemer - zonder dat het noodzakelijk is de redenen vast te stellen waarom op die ondersteuning een beroep wordt gedaan (HvJ 18 juni 1987, arrest “Lebon”).”

“[...] Onder “te hunnen laste zijn” wordt verstaan het feit, voor het familielid van een gemeenschapsonderdaan gevestigd in een andere lidstaat in de zin van artikel 43 EG, de materiële steun van die onderdaan of diens echtgenoot nodig te hebben om te voorzien in zijn wezenlijke behoeften in de Staat van oorsprong of van herkomst van dit familielid op het ogenblik dat het aanvraagt zich bij deze onderdaan te voegen. [...] Het bewijs van de noodzaak van materiële steun mag met elk geschikt middel worden geleverd, terwijl de enkele verbintenis ditzelfde familielid ten laste te nemen, uitgaande van de gemeenschapsonderdaan of zijn echtgenoot, niet kan worden beschouwd als een

gegeven waarbij het bestaan van een situatie van reële afhankelijkheid van het familielid wordt vastgesteld (HvJ 9 januari 2007, arrest "Jia")." (Zie Memorie van Toelichting bij Wetsontwerp van 9 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake Asiel en Migratie tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, Pari. St. Kamer, 2013-14, doe. nr. 53-3239/001,22.)

Deze invulling van het begrip 'ten laste' werd specifiek voor descendentes van 21 jaar en ouder bevestigd in het arrest Reyes van het Hof van Justitie (HvJ 16 januari 2014, C423/12, Flore May Reyes t. Zweden), waarin overigens verwezen wordt naar het arrest Jia:

"In dit verband moet worden vastgesteld dat, wil een rechtstreekse bloedverwant in neergaande lijn van 21 jaar of ouder van een burger van de Unie als "ten laste" van die burger in de zin van artikel 2, punt 2, sub c, van richtlijn 2004/38 kunnen worden beschouwd, het bestaan van een situatie van reële afhankelijkheid moet worden aangetoond (zie in die zin arrest Jia, reeds aangehaald, punt 42). Deze afhankelijkheid vloeit voort uit een feitelijke situatie die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de burger van de Unie die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid, of door diens echtgenoot (arrest Jia, reeds aangehaald, punt 35). Om vast te stellen of er sprake is van een dergelijke afhankelijkheid, moet het gastland beoordelen of de rechtstreekse bloedverwant in neergaande lijn van 21 jaar of ouder van een burger van de Unie, gezien zijn economische en sociale toestand niet in zijn basisbehoeften voorziet. De noodzaak van materiële steun moet in de het land van oorsprong of van herkomst van een dergelijke bloedverwant bestaan op het moment dat hij verzoekt zich bij die burger te mogen voegen (zie in die zin arrest Jia, reeds aangehaald, punt 37)."

Uit de voormelde arresten Jia en Reyes blijkt dat de hoedanigheid van het 'ten laste' komend familielid voortvloeit uit een **feitelijke situatie**, die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid **materieel wordt gesteund** door de Unieburger die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid en dit omdat hij/zij niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien (HvJ 9 januari 2007, C-1/05, "Jia", punt 36).

In casu heeft verzoeker, aan de hand van de bewijzen van geldstortingen en de attesten van onvermogenheid, **wel degelijk deze feitelijke situatie aangetoond**, i.e. dat hij materieel wordt gesteund door de Unieburger omdat hij zelf niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien en aldus onvermogen is in het land van herkomst.

Verwerende partij heeft aldus haar **motiveringsverplichting** geschonden, alsook haar **zorgvuldigheidsverplichting**, daar zij de huidige aanvraag mét de huidige stukken op afdoende wijze had moeten onderzoeken.

Verzoeker heeft met andere woorden wel degelijk aangetoond, en dit blijkt zeer duidelijk uit de bijgevoegde stukken, dat hij financieel afhankelijk is de referentiepersoon. Hij heeft met andere woorden op afdoende wijze aangetoond dat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet.

Het middel is dan ook gegrond".

2.2. La partie requérante prend un second moyen, libellé comme suit :

"TWEEDE MIDDEL - GERICHT TEGEN HET BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN: SCHENDING VAN HET MATERIEEL MOTIVERINGSBEGINSEL: VAN HET ZORGVULDIGHEIDSBEGINSEL: VAN ARTIKELEN 2 EN 3 VAN DE WET FORMELE MOTIVERING BESTUURSHANDELINGEN: VAN ARTIKEL 62 VAN DE VREEMDELINGENWET IN HET LICHT VAN ARTIKEL 8 EVRM, ARTIKEL 7 JUNCTO ARTIKEL 51 VAN HET HANDVEST VAN DE GRONDRECHTEN VAN DE EU. ARTIKEL 27 VAN DE RICHTLIJN 2004/38/EG. ARTIKEL 39/79 EN ARTIKEL 74/13 VAN DE VREEMDELINGENWET

1.

Zoals hierboven uiteengezet moeten administratieve beslissingen, overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen en artikel 62 van de Vreemdelingenwet, zowel in feite als in rechte uitdrukkelijk worden gemotiveerd en dit op een afdoende wijze.

Verzoeker herhaalt hieromtrent het volgende:

Er moet worden benadrukt dat conform de voornoemde wetsbepalingen de administratieve beslissing steeds uitdrukkelijk melding moet maken van de feitelijke en juridische gronden, opdat de betrokken persoon kennis zou hebben van de gronden waarop de administratieve overheid zich baseert om de weigeringsbeslissing te nemen.

Uit het samenlezen van voornoemde wetsbepalingen volgt immers duidelijk dat:

- 1) De administratieve beslissing **uitdrukkelijk** dient te worden gemotiveerd;
- 2) In de motivering, die wordt opgenomen in de bestreden beslissing, zowel **de feitelijke als de juridische gronden** dienen te worden vermeld;
- 3) De motivering **afdoende** dient te zijn.

De administratieve beslissing is slechts **afdoende** gemotiveerd wanneer de aangehaalde motieven draagkrachtig zijn, rekening houdende met de evenredigheid van de te nemen beslissing door de administratieve overheid. Zo kan er slechts sprake zijn van een afdoende motivering wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig wordt geformuleerd, opdat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten.

In casu is de bestreden beslissing op een **niet op een afdoende wijze gemotiveerd**, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten.

Bovendien legt het **zorgvuldigheidsbeginsel** de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te steunen op een correcte en volledige feitenvinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4).

Overigens staat ook vast dat het **redelijkheidsbeginsel** Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 *in fine*; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 *in fine*).

2.

De motivering van de bestreden beslissing is niet op een afdoende wijze genomen, zoals vereist wordt door de Wet formele motivering bestuurshandelingen, daar de werkelijke feitelijke en juridische gegevens die aan de oorsprong liggen van de beslissing ontbreken.

De bestreden beslissing is niet gemotiveerd rekening houdende met de voorgebrachte stukken en bevat geen correcte redenen waarom de beslissing tot weigering van verblijf en het bevel om het grondgebied te verlaten ten aanzien van verzoeker werden genomen.

Verwerende partij heeft haar beslissing hieromtrent niet correct gemotiveerd en heeft op geen enkel moment een belangenafweging gemaakt die de beslissing zou kunnen verantwoorden.

Verwerende partij is nochtans op de hoogte van de familiale situatie van verzoeker. Verwerende partij heeft desondanks geen afdoende poging ondernomen om rekening te houden met het familie- en gezinsleven van verzoeker.

In het kader van artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet diende zij echter een uitgebreid onderzoek te doen.

Artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet bepaalt immers het volgende:

*“Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het **gezins- en familielevens** en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land. ”*

In de bestreden beslissing wordt het familiaal leven van verzoeker niet op een afdoende wijze onderzocht en besproken. Hieruit blijkt dan ook dat verwerende partij geen afdoende toetsing heeft gemaakt aan artikel 8 EVRM.

Gezien het ontbreken van de motivering omtrent de aangehaalde en voorgebrachte stukken is de **motiveringsplicht** duidelijk geschonden.

De bestreden beslissing is dan ook onjuist.

Bijgevolg zijn de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen, artikel 62 en 74/13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM geschonden.

Het middel is bijgevolg ernstig en gegrond.

3.

Artikel 8 van het EVRM bepaalt:

“Eenieder heeft recht op respect van zijn privé leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie. ”

Het tweede lid van artikel 8 EVRM beperkt de macht van de Staat en stelt:

“Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. ”

Dit betekent dat een inmenging slechts gerechtvaardigd is en geen inbreuk maakt op artikel 8, 1^e lid EVRM, voor zover dit bij wet is voorzien en in het belang is van een aantal opgesomde oogmerken die nodig zijn in een democratische samenleving.

In casu is evenwel niet voldaan aan de voorwaarden van artikel 8, 2^e lid EVRM.

Het recht op eerbied van het privéleven en het familie- en gezinsleven is fundamenteel. Het kan slechts worden aangetast met het oog op één van de - op beperkende wijze - opgesomde doeleinden in het EVRM. Elke aantasting van dit recht doet dan ook een vermoeden van ernstig nadeel rijzen (RvS 8 juli 1999, arrest nr. 81.725, *A.P.M.* 1999, 128).

De bedoeling van de bestreden beslissing ligt hierin om verzoeker de erkenning van om het even welk verblijfsrecht te weigeren. Dit vormt een ongeoorloofde inmenging in zijn privé leven en familie- en gezinsleven, die niet verenigbaar is met artikel 8, 2^e lid van het EVRM.

De handhaving van de bestreden beslissing zou dan ook een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel teweegbrengen gezien het ertoe zou leiden dat verzoeker gescheiden dient te leven van de referentiepersoon en dit zou bijgevolg **onevenredige schade toebrengen aan zijn gezins- en familieleven** (RvS 16 maart 1999, arrest nr. 79.295, *A.P.M.* 1999, 64 - Rev. dr. étr. 1999, 258, noot). Het middel is dan ook gegrond”.

3. Discussion.

3.1. Sur les deux moyens réunis, le Conseil rappelle que pour satisfaire aux obligations de motivation auxquelles la partie défenderesse est tenue en vertu des dispositions dont la partie requérante invoque la violation en termes de moyens, l'autorité administrative doit uniquement veiller à ce que sa décision soit libellée de manière à permettre à son destinataire de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que ladite autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil rappelle à cet égard que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier

administratif et si elle n'a pas donné des faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

Ensuite, le Conseil rappelle que l'article 47/3, §2, de la loi du 15 décembre 1980, prévoit que les autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union, visés à l'article 47/1, 2°, de la loi précitée, applicable à la situation revendiquée par la partie requérante : « [...] *doivent apporter la preuve qu'ils sont à charge du citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ou qu'ils font partie de son ménage* » et que *[l]es documents attestant que l'autre membre de famille est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union doit émaner des autorités compétentes du pays d'origine ou de provenance. A défaut, le fait d'être à charge ou de faire partie du ménage du citoyen de l'Union peut être prouvé par tout moyen approprié* ».

La jurisprudence pertinente de la Cour de justice de l'Union européenne s'est, ainsi que l'indique l'exposé des motifs de la loi modificative du 19 mars 2014, exprimée essentiellement dans l'arrêt Rahman du 5 septembre 2012, par lequel la Cour a rappelé que « *le législateur de l'Union a établi une distinction entre les membres de la famille du citoyen de l'Union définis à l'article 2, point 2, de la directive 2004/38, qui bénéficient, dans les conditions énoncées dans cette directive, d'un droit d'entrée et de séjour dans l'État membre d'accueil dudit citoyen, et les autres membres de la famille visés à l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, sous a), de la même directive, dont l'entrée et le séjour doivent uniquement être favorisés par cet État membre* » (Doc. Parl., Ch., 53, 3239/001, Exp. Mot., p. 21. ; CJUE, 5 septembre 2012, Rahman, Aff. C-83-11). Dans l'arrêt susmentionné, la Cour de justice a notamment dit pour droit que « [...] *pour relever de la catégorie des membres de la famille «à charge» d'un citoyen de l'Union visée à l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38, la situation de dépendance doit exister dans le pays de provenance du membre de la famille concerné, et cela à tout le moins au moment où il demande à rejoindre le citoyen de l'Union dont il est à la charge* » et que « [...] *les États membres peuvent, dans l'exercice de leur marge d'appréciation, imposer des exigences particulières tenant à la nature et à la durée de la dépendance, pourvu que ces exigences soient conformes au sens habituel des termes relatifs à la dépendance visée à l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, sous a), de la directive 2004/38 et qu'elles ne privent pas cette disposition de son effet utile* » (considérants 35 et 40). Il résulte de ce qui précède qu'il convient de comprendre la notion « à charge » au sens de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE, dans son sens habituel, soit résultant d'une situation de fait caractérisée par la circonstance que le soutien matériel du membre de la famille est assuré par le citoyen de l'Union ayant fait usage de la liberté de circulation (voir CJUE, 9 janvier 2007, Aff. C-1/05 en cause Yunying Jia /SUEDE).

3.2.1. En l'espèce, la première décision attaquée est fondée en substance sur la considération selon laquelle la partie requérante, d'une part, n'a pas prouvé de manière suffisante sa qualité « à charge », étant donné qu'elle n'a pas suffisamment démontré l'insuffisance de ses ressources au pays d'origine, ni qu'elle a bénéficié d'une aide matérielle régulière et, d'autre part, n'a pas non plus établi qu'elle faisait partie du ménage de la personne rejointe au pays d'origine. La partie défenderesse a adopté à cet égard une motivation circonstanciée, qui n'est pas utilement remise en cause par la partie requérante, ainsi qu'il ressort des considérations suivantes.

3.2.2. En termes de requête, la partie requérante conteste l'appréciation effectuée par la partie défenderesse des documents produits afin de démontrer sa qualité à charge, tant en ce qui concerne l'absence de ressources au pays d'origine que le fait qu'elle a bénéficié d'une aide matérielle du ménage rejoint lorsqu'elle se trouvait dans ce pays.

3.2.3. S'agissant de l'absence de ressources dans son chef lorsqu'elle se trouvait au pays d'origine, la partie requérante fait valoir qu'elle a démontré qu'elle ne travaillait pas au pays d'origine, et qu'elle a déposé des documents démontrant qu'elle n'avait aucun revenu.

Elle critique l'appréciation de l'attestation de non-imposition, et de l'attestation marocaine de revenu faisant valoir que si elles ont été établies en 2020, il n'en demeure pas moins qu'elles entendent rendre compte des revenus des années antérieures et que si elle avait perçu des revenus au Maroc avant de venir en Belgique, cela aurait figuré sur les certificats présentés.

Le Conseil observe cependant que la partie défenderesse n'a pas commis d'erreur manifeste d'appréciation à ce sujet, dès lors que les documents en questions ne permettent en effet pas d'affirmer que les années précédentes seraient concernées.

S'agissant du certificat administratif cependant, indiquant que la partie requérante « ne possède aucune bien immobilier à Laazanene du (sic) 2016 jusqu'à 2020 », le Conseil observe que la partie défenderesse a bien pris cette information en considération, mais a estimé que cela ne démontrait pas qu'elle était sans ressources. Le Conseil estime également que cette appréciation est exempte d'erreur manifeste puisque le document ne concerne que la propriété de biens immobiliers. Ce document, certes pertinent s'agissant de la propriété immobilière, ne peut donc, à lui seul, établir l'insuffisance de revenus invoquée par la partie requérante.

S'agissant de l'attestation de poursuite des études et celle de célibat, force est de constater que la partie requérante ne critique pas précisément le motif adopté par la partie défenderesse à leur sujet.

3.2.4. S'agissant enfin des envois d'argent invoqués par la partie requérante, le Conseil observe qu'indépendamment de la personne dont ils émanent, la partie défenderesse les a jugés trop anciens par rapport à sa demande et force est de constater que le transfert d'argent le plus récent date de 2016, alors que la demande a été introduite en 2020.

Dans la mesure où la partie requérante invoque elle-même que la situation de dépendance doit exister dans le pays d'origine ou dans le pays de provenance au moment où le demandeur demande à rejoindre ce citoyen de l'Union, qui est la personne de référence, le Conseil ne peut que constater que la partie requérante est en défaut de contester utilement le motif précité.

La partie requérante n'a dès lors pas d'intérêt à son grief portant sur la personne qui a envoyé les fonds.

3.2.5. Il résulte de ce qui précède que la partie requérante ne remet pas en cause la légalité du premier acte attaqué.

3.3.1. Force est de constater que la motivation du second acte querellé comporte de manière suffisante et adéquate les considérations de fait et de droit qui le fondent, et qu'ici également la partie requérante est en défaut de contester utilement.

3.3.2. Le Conseil relève que l'acte entrepris, outre le constat d'illégalité du séjour, qui n'est pas remis en cause par la partie requérante, évoque les différents éléments que la partie défenderesse devait prendre en considération en l'espèce en vertu de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et, s'agissant de la vie familiale invoquée par la partie requérante, comporte une motivation indiquant l'absence de relation de dépendance entre la partie requérante et le membre de famille rejoint, nécessaire pour qu'il soit conclu à l'existence d'une vie familiale dès lors qu'il s'agit de personnes majeures.

Le Conseil observe que la partie requérante ne conteste pas précisément cette appréciation.

3.4. Le Conseil rappelle que lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué.

A ce sujet, le Conseil rappelle que s'il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH que le lien familial entre des conjoints et entre des parents et enfants mineurs doit être présumé, il n'en est pas de même dans la relation entre membres majeurs d'une même famille. Il ressort ainsi de l'arrêt *Mokrani c/ France* du 15 juillet 2003 que les relations entre parents et enfants majeurs « ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ».

En l'espèce, force est de constater que la partie requérante ne démontre pas l'existence d'une dépendance matérielle, entre elle-même et l'un des membres du ménage rejoint.

La partie requérante ne peut dès lors se prévaloir d'une vie familiale protégée par l'article 8 de la CEDH, en manière telle que le moyen n'est pas fondé en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition.

3.5. L'articulation fondée sur l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux, qui consacre essentiellement les mêmes droits, n'appelle pas une autre conclusion.

3.6. S'agissant de l'article 51 de la même charte, force est de constater qu'il se limite en substance à définir le champ d'application de celle-ci en précisant qu'elle s'adresse aux institutions et organes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux États membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union, en manière telle qu'il ne s'agit pas d'une disposition susceptible de fonder un moyen d'annulation.

3.7. Il résulte plus largement de ce qui précède qu'aucun des moyens ne peut être accueilli, en sorte qu'il y a lieu de rejeter la requête en annulation.

4. Débats succincts.

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en annulation est rejetée.

Article 2

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq février deux mille vingt-deux par :

Mme M. GERGEAY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY